

Pour Valls, le changement, c'est de poursuivre la politique anti-Roms de Sarkozy

Mardi 31 juillet 2012, Manuel Valls, Ministre de l'intérieur, annonçait : « *Les préfets ont pour mission de démanteler les camps de Roms quand il y a eu une décision de justice* ». Ces déclarations sont une confirmation : la politique d'expulsion tous azimuts mise en œuvre sur le terrain cet été n'est nullement le fait de Préfets nostalgiques du sarkozysme, elle est bel et bien commanditée directement par le ministère !

Comme l'ont constaté le collectif Romeurope et la FNARS fin juillet : « *Partout en France les évacuations des lieux de vie se poursuivent, comme à Aix-en-Provence, à Saint-Étienne, à la Tronche... sans solutions alternatives, abandonnant à nouveau des hommes, des femmes et des enfants à la rue, dans une précarité toujours plus grande.* »¹ D'autres expulsions ont déjà eu lieu ou sont en préparation à Hellemmes, Villeneuve d'Asc, Grenoble, La Courneuve, Vaulx-en-Velin, Villeurbanne, Marseille, en Seine-Saint-Denis, ...

Il y a urgence à en finir avec cette politique discriminatoire qui a notamment pour conséquence de priver des milliers d'enfants et d'adolescent-e-s du droit à l'école. Déjà en 2009, SUD éducation condamnait, avec le *Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation*², les déplacements forcés à répétition qui ruinent les efforts des familles, des associations et des personnels de l'Éducation Nationale pour la scolarisation de ces enfants.

La fédération SUD éducation :

- **condamne la politique discriminatoire du gouvernement** Hollande-Ayrault-Valls à l'égard des Roms, dont les propos du ministre de l'intérieur sont le révélateur ;
- **demande que soit mis fin à toutes les mesures dérogatoires** en France et en Europe qui entravent la liberté de circuler et qui excluent des milliers de travailleurs/euses roms du droit de travailler ;
- **exige que le droit au logement soit effectif** sans condition d'origine ou de nationalité, et qu'il n'y ait aucune expulsion sans relogement, pour les Roms comme pour tou-te-s les résident-e-s ;
- **appelle à construire des mobilisations** pour faire respecter par l'ensemble des institutions (Mairies, Conseils Généraux, Régions, IA, Rectorats, État, Union Européenne) les droits inconditionnels au travail et au revenu, au logement et à l'éducation.

Saint-Denis, le 10 août 2012

¹ http://www.romeurope.org/IMG/pdf/Communique_de_presse_Romeurope_FNARS_31-07-2012.pdf

² http://www.romeurope.org/IMG/pdf/Doc_d_information_-_Collectif_pour_le_droit_des_enfants_roms_a_l_education-3.pdf